

## LANCEMENT DU FONDS D'INVESTISSEMENT IMPACT CAPITAL

# Au service de la « souveraineté économique »

**Impact capital : c'est le nom d'un fonds d'investissement régional destiné à financer les entreprises réunionnaises innovantes et à impact au démarrage de leur activité. Objectif : lever 5 millions d'euros auprès du secteur privé et autant auprès de partenaires institutionnels afin d'accompagner une centaine de projets par an.**

Le premier est un spécialiste du conseil en gestion de patrimoine en plus d'intervenir à l'université de La Réunion; le second est à la tête de plusieurs entreprises locales œuvrant dans la stratégie d'entreprise ou l'accompagnement de start-up.

Michaël Richard et Rémi Voluer ne se connaissaient pas mais avaient un point commun: la volonté depuis plusieurs mois de « combler un trou dans la raquette » en matière de financement des entreprises innovantes à La Réunion, plus spécifiquement à l'amorçage.

Des sociétés comme Apicap (avant de se retirer du marché local) et Smalt capital ont toutes deux lancé des outils de capital-développement pour des entreprises déjà matures et réalisant du chiffre d'affaires. Mais pour les entreprises au démarrage de leur activité et ayant besoin de cash pour passer à l'étape industrielle, aucun dispositif n'était proposé localement.

Sous-capitalisées, des pépites comme Bioalgostral, Oscadi ou encore Wello sont tombées à cause

de ça et Torskal a bien failli les rejoindre au cimetière des projets réunionnais devant révolutionner le monde... avant de trouver heureusement une solution.

## « Fait par nous et pour nous »

Impact capital, société déjà agréé par l'Autorité des marchés financiers (AMF), a été conçue pour que ce type de déconiture ne se reproduise plus. « À La Réunion, de nombreux acteurs publics et privés boostent le développement des jeunes pousses mais quand il s'agit de prêter quelques milliers d'euros, les problèmes commencent », résume Michaël Richard qui réfléchit depuis longtemps à « un fonds fait par nous et pour nous ».

Rémi Voluer en connaît un rayon sur la question. « Chez Seeds, nous recevons une centaine de projets chaque année dont une trentaine d'entreprises viables à condition de pouvoir lever entre 20 000 et 100 000 euros. Il y a un problème de prise de risque ».

Impact capital, dont la présentation officielle va intervenir cette semaine à l'occasion de la French tech connect, vise à financer chaque année 100 entreprises innovantes « à impact positif pour le territoire avec une dimension écologique, sociale et sociétale ». Le but est de « construire le hub de souveraineté économique, industrielle et numérique de la France et de l'Europe dans la zone indo-océanique ». Autant dire un « projet d'intérêt géostratégique ».

Le ticket moyen sera de



Rémi Voluer (à gauche) et Michaël Richard sont associés dans Impact capital, fonds d'investissement régional agréé par l'AMF. (Photo Cédric Boulland)

50 000 euros pour une durée d'investissement de 2 à 10 ans. Il y aura un « écrémage » mais tous les secteurs d'activité sont éligibles à l'exception des activités polluantes.

## Dans « trois à six mois »

Avec une prime à ceux présentant un ancrage territorial fort comme le bâti tropical, la souveraineté alimentaire, énergétique et numérique, les industries créatives, la santé, la cosmétique, le tourisme durable, l'économie sociale et solidaire ou encore l'économie bleue.

Trois outils sont mis en place :

un fonds d'investissement pour les plus gros projets (jusqu'à un million d'euros), un réseau de business angels (destiné aux chefs d'entreprise) et un club d'investisseurs (ouvert aux particuliers).

Ce fonds, « il faut entre 5 et 10 millions d'euros pour le faire tourner », détaillent Michaël Richard et Rémi Voluer, dont la première mission va consister à convaincre des chefs d'entreprise ayant une expertise dans la gestion de patrimoine mais aussi des particuliers basés à La Réunion ou en métropole (à partir de quelques milliers d'euros) d'investir dans leurs différents véhicules. « Nous recherchons des acteurs ayant envie d'investir pour l'avenir de La Réunion », résumèrent-ils.

À côté du privé, des « acteurs

institutionnels » comme la BPI, la Caisse des dépôts, les ministères de l'Économie et des Outre-mer ou encore la Région et l'Europe seront sollicités afin de doubler le montant prêté par le privé.

Le temps de mener à bien toutes ces étapes, Michaël Richard et Rémi Voluer se donnent « trois à six mois » pour concrétiser les premières prises de participation. En tout état de cause avant la fin de l'année. Comment les projets seront-ils sélectionnés ? Rémi Voluer va regarder « le marché, la rentabilité du produit et les capacités du porteur du projet ». Michaël Richard, de son côté, se penchera sur « le pitch, le modèle économique et le bilan prévisionnel ».

## 100 M€ à terme

Le fait de financer une centaine de projets par an est destiné à limiter le risque pour les investisseurs. « Si dix start-up font X 10 et vingt X 5, on équilibre le modèle », se projettent les associés d'Impact capital.

Côté rémunération, ces derniers annoncent du « 10 % a minima » voire « 20 %, un objectif pas inatteignable. Notre but, c'est de rendre ces start-up scalables pour leur permettre de rayonner à l'international », concluent Michaël Richard et Rémi Voluer, convaincus de « répondre à un besoin ».

Impact capital voit déjà plus gros. À terme, l'ambition est de lever 100 millions d'euros et de créer « plusieurs milliers d'emplois directs et indirects ».

Cédric BOULLAND

### GROS PLAN

#### FRENCH TECH CONNECT, TROISIÈME.

La troisième édition de la French tech connect débute demain et se déroulera sur toute l'île jusqu'à vendredi. Une semaine destinée à « favoriser les collaborations entre les start-up du territoire, les grands groupes, les collectivités et institutions publiques, mais aussi à renforcer l'impact économique de l'innovation locale ». Au programme notamment : des ateliers networking, des pitches commerciaux et devant des investisseurs, des rendez-vous B to B ou encore des tables rondes avec des experts. Invités d'honneur cette année : Daniel Hierso (Outre-mer network), Kira Khodskaya (consultante internationale), Vivan Mai (RATP) et Mohamed Habib Mazouni (Alstom). Le programme complet est sur la page LinkedIn de la French tech Réunion, organisatrice de la manifestation dans le cadre du programme national « Je choisis la French tech ».

## Des investisseurs extérieurs à la rencontre de nos entreprises

La Réunion développement (ex-Nexa), dont l'une des compétences est de favoriser l'investissement direct étranger sur l'île, organise du 2 au 6 juin la première édition de La Réunion invest, destinée à présenter à une petite dizaine d'investisseurs extérieurs l'écosystème réunionnais. Au programme notamment : des visites d'entreprises, des pitches et une table ronde.

### Des fonds français et étrangers

« Nous avons invité des investisseurs français et étrangers à venir découvrir les potentiels du territoire et à rencontrer des hommes et des femmes d'affaires », explique Pascal Plante, président de La Réunion développement. Notre ambition est de faire de La Réunion une place forte de l'investissement dans l'océan Indien afin de rendre tangible une volonté du conseil régional.

Deux acteurs français (Smalt

capital, déjà opérationnel à La Réunion, mais aussi Inco ventures, qui veut développer l'entrepreneuriat à impact social et environnemental dans le monde et gère ou conseille 200 millions d'euros d'actifs) seront du déplacement.

### « Une venue maîtrisée, pas anarchique »

À leurs côtés, des spécialistes sud-africain, anglais, espagnol ou encore américain et émirati qui ne connaissent pas La Réunion mais sont tous des investisseurs professionnels ayant vocation à être minoritaires au capital avec une sortie programmée autour de cinq ans.

Aucun représentant de l'île Maurice ne sera présent, en revanche. « Nous avons voulu sortir d'une logique de voisinage immédiat afin d'ouvrir les esprits et le champ des possibles », explique Pascal Plante.

« Le but de cette manifestation est de ne plus subir l'attractivité de La

Réunion mais de la contrôler et de la diriger afin de servir la compétitivité du territoire », décrit le président de La Réunion développement en référence (mais sans le citer) au développement local récent du groupe IBL. « Nous voyons que notre territoire intéresse des investisseurs. La venue d'investisseurs doit être maîtrisée, pas anarchique ».

« On ne peut pas parler d'internationalisation de nos entreprises et en même temps dire aux pays étrangers : n'investissez pas chez nous », ajoute Pascal Plante. Mais nous voulons que cela se fasse en lien direct avec les opérateurs économiques afin d'aller plus vite là où les besoins d'investissements s'expriment ».

Le Conseil régional publiera en septembre les résultats d'une étude sur les besoins locaux en matière d'investissements étrangers. La Réunion développement a choisi de ne pas attendre ce document. Et appelle le monde économique à s'inscrire dans sa démarche en participant à La Réunion invest. Les



L'équipe de La Réunion développement est à la baguette de la première édition de La Réunion invest. (Photo Cédric Boulland)

visites d'entreprises à la recherche d'investisseurs se feront en toute confidentialité.

Pour cette première édition, les organisateurs ne se fixent aucun objectif en termes de montant d'investissement. « C'est une première étape », explique Gilbert Manciet,

directeur général de La Réunion développement. Le but est que les investisseurs prennent la mesure des capacités de notre territoire et que l'écosystème comprenne comment fonctionne une levée de fonds. Il y a un besoin d'acculturation ».

« Cette question des montants

se posera pour les prochaines éditions », ajoute Pascal Plante. Le signe que La Réunion développement entend inscrire son nouvel événement dans la durée.

C.B.

Inscription sur le site internet de La Réunion développement, rubrique Événements